

BIBAULT René, Agénor, Abel

Né le 14 juin 1921 à Dissay (Vienne), mort le 14 avril 2018 à Poitiers (Vienne) ; instituteur puis directeur d'école ; Résistant ; militant communiste de 1944 à 1989 ; militant syndicaliste, secrétaire de la section de la Vienne du SNI (1949-1976).

Descendant d'une famille acadienne revenue dans la Vienne au XVIII^e siècle, son père, ouvrier-chauffeur à la Compagnie du gaz pour la France et l'étranger (régie pour l'éclairage public) à Dissay puis à Poitiers, sans opinion politique affirmée, se syndiqua à la CGT à la Libération.

René Bibault entra à l'École normale d'instituteurs de Poitiers en 1937, où il fut marqué par l'enseignement de son professeur d'histoire, [Paul Labbé](#), un des animateurs du Front populaire dans la région. Il obtint son premier poste d'instituteur à la rentrée 1940 à Saint-Julien l'Ars. Son directeur, [Henri Huyard](#), socialiste SFIO, lui permit d'établir des contacts avec des résistants. Dès 1941, il mit ses talents de photographe au service de la Résistance pour la confection de faux-papiers et aida des aviateurs anglais à passer la ligne de démarcation. Il entra ensuite dans le réseau animé par Louis Renard, avoué de Poitiers, qui fut démantelé en 1943.

Réfractaire au service du travail obligatoire en juillet 1943, se sachant traqué par la Gestapo au sujet de dépôts d'armes parachutés dans la région de Savigny Lévescault, René Bibault rejoignit en août un maquis des Francs-tirailleurs et partisans dans les Cévennes, au Collet-de-Dèze (Lozère) où sa belle-sœur s'était réfugiée dans sa famille, son mari étant prisonnier.

En septembre 1943, il participa à la constitution d'un maquis FTPF au lieu-dit « Le Crespin » à Saint-Frézal-de-Ventalon (aujourd'hui Ventalon-en-Cévennes, Lozère), dont il devint le chef et où le rejoignirent une vingtaine de réfractaires et trois Sarrois, anciens des Brigades internationales. En janvier 1944, à la suite d'une dénonciation, ce maquis fut contraint de se déplacer à Vialas (Lozère) dans la vieille ferme-forteresse des Bouzèdes. C'est de là que René Bibault, alias « capitaine Jean » ou « Jean des Bouzèdes » dirigea les actions les plus audacieuses.

Parmi les jeunes membres de son groupe se trouvait [Jean-Pierre Chabrol](#) qui romança l'attaque de la prison de Nîmes dans *Un Homme de trop* (Gallimard, 1958), donnant matière au film du même nom de Costa-Gavras sorti en 1967, tourné avec une pléiade d'acteurs célèbres : Michel Piccoli, Bruno Cremer, Jacques Perrin, Gérard Blain... et Jean-Claude Brialy qui jouait « Jean des Bouzèdes ».

René Bibault resta très discret sur son activité de résistant, notamment sur son rôle dans l'opération de la prison de Nîmes et ses suites immédiates. C'est vers la fin de sa vie, en particulier après la sortie du film de Costa-Gavras en DVD en 2016, qu'il donna sa version des faits. Pour faire évader deux importants antifascistes italiens, une opération fut menée le 4 février 1944 par un commando des Bouzèdes qu'il dirigeait, avec un groupe de la MOI (Main d'œuvre immigrée) commandée par [Cristino Garcia](#) et la complicité d'un gardien de la prison de Nîmes. Les deux résistants italiens furent libérés mais en même temps une quinzaine d'autres prisonniers. Le camion qui devait transporter les résistants et les libérés n'étant pas au rendez-vous, le groupe dut parcourir 130 km à travers bois et garrigues, marchant la nuit, se cachant le jour, pour rejoindre les Bouzèdes, le 10 février. Parmi les « évadés » se trouvait un prisonnier de droit commun d'une quarantaine d'années qui n'inspirait pas confiance. Renseignement pris auprès des résistants de Nîmes, c'était un proxénète lourdement condamné. Il voulait redescendre dans la plaine et risquait de mettre en péril l'existence même du maquis. « Jean des Bouzèdes » prit donc la décision de faire éliminer « l'homme de trop ».

Divers sabotages furent ensuite organisés : à la petite mine d'antimoine du Collet-de-Dèze, à l'usine de charbon de bois près de Genolhac, ou encore sur la voie ferrée Paris-Nîmes avec le déraillement du train de marchandise dans le tunnel de Prévenchères. Dans la nuit du 23 avril, le transformateur de la Felgerette fut détruit. Toutes ces actions mobilisaient police, milice et gestapo et le 15 mai 1944, averti d'une attaque de l'armée allemande forte de 800 hommes sur les Bouzèdes, le groupe se replia provisoirement dans la forêt de Bougès, au-dessus du col de la Croix de Berthel, avant de gagner la Lauze au-dessus du Collet de Dèze.

Membre du triangle de direction puis chef d'arrondissement, René Bibault avait adhéré au Parti communiste au printemps 1944. Dans l'euphorie du débarquement du 6 juin, il organisa, en plein jour, une



Carte de capitaine FFI



Manifestation à Poitiers en 1973. René Bibault, à gauche, porte la banderole ; à ses côtés Joseph Grivel, Jacques Maneuf et Michel Veylit



"Capitaine Jean des Bouzèdes"

opération symbolique à la Grande Combe près d'Alès (Gard), où il se fit remettre à la poste et à la perception de l'argent liquide contre reçu de la résistance. Puis il se rendit au magasin de la mine du Collet où il préleva du ravitaillement pour son groupe.

Il prit aussi contact à l'insu de ses supérieurs avec un agent de l'IS (Intelligence Service) britannique pour obtenir un parachutage d'armes. En effet le maquis ne possédait qu'une mitrailleuse, quelques pistolets et des fusils Mauser que les paysans cévenols avaient ramenés de la guerre 14-18 pour chasser le sanglier. L'interrégion FTP le sanctionna aussitôt pour cette faute politique, en le dégradant et en le mutant dans l'Ardèche. Il confia alors le commandement à son adjoint, Gabriel Crouzard, et rejoignit [Augustin Ollier dit « commandant Ravel »](#) commandant les FTP de ce département. Ce dernier apprécia tout de suite sa valeur et l'affecta comme adjoint au commandant de la 7001^e compagnie. Il participa à la tragique bataille du Pouzin (Ardèche) les 14, 15 et 16 juin 1944 et devint commandant du sous-secteur. Engagé volontaire au 3^e bataillon de marche de l'Ardèche comme officier adjoint, il était capitaine FFI à titre provisoire. Il fut ensuite reconnu sous-lieutenant FFI pour ne finir qu'adjudant-chef et reçut la médaille de la Résistance. À la Libération, de retour à la vie civile à la rentrée 1945, René Bibault fut nommé instituteur au Vigean (Vienne). Il s'y maria en août 1946 avec Jeannine Dumas, qui devint technicienne *offset* ; ils eurent une fille et un fils. Dans ce canton de l'Isle-Jourdain, les communistes étaient très implantés ; il milita alors pour son parti et en même temps pour la reconstruction du Syndicat national des instituteurs. Il entra au conseil syndical de la Vienne en octobre 1947. Il défendit activement le maintien du SNI et de la FEN à la CGT avec [Alphonse Bouloux](#), instituteur devenu député communiste, et [Jules Pouilloux](#), militant « unitaire » de *L'École émancipée*, qui venait de prendre sa retraite mais qui restait très influent dans le département (il était encore secrétaire du Syndicat départemental de la Fédération de l'Éducation nationale). Jusqu'à la fin de l'année 1950, le bulletin était en effet commun au SNI et à la FEN sous le titre *Bulletin du Syndicat départemental de l'enseignement public de la Vienne*. En 1948, dans le département, la consultation des syndiqués du SNI donna la majorité au maintien à la CGT pour le premier vote (334 pour, 212 contre) mais la majorité pour l'autonomie au troisième vote (389 pour, 130 contre).

René Bibault fut élu secrétaire général de la section départementale du SNI en juillet 1949, en remplacement d'A. Biais. Malgré la décision du congrès national d'imposer l'homogénéité des directions exécutives, le secrétariat de la section comprit des militants des courants minoritaires, [Marthe Rivereau](#) (partisane de l'adhésion à la CGT-FO) et Mademoiselle Fraudeau (partisane de l'autonomie et de la double affiliation) étant secrétaires adjointes. En 1950, Marthe Rivereau fut exclue du SNI par la direction nationale pour avoir figuré sur une liste CGT-FO dissidente aux élections paritaires ; à l'assemblée générale départementale de décembre 1950, les « cégétistes » présentèrent une liste unique pour le conseil syndical qui fut approuvée par 33 voix, zéro contre et 7 bulletins blancs.

René Bibault participa à tous les congrès nationaux du SNI et à la plupart des conseils nationaux à partir de 1950. Il milita à la FEN-CGT jusqu'en 1954 et figura, à partir de 1953 jusqu'en 1967, sur toutes les listes des « unitaires » aux élections au bureau national du syndicat, conduites notamment par [Georges Fournial](#) puis [Alfred Sorel](#), mais toujours en position de non-éligible. Les motions d'orientation « cégétistes » puis « unitaires » sous différentes appellations, puis « Unité et Action » à partir de 1967, obtinrent de très larges majorités dans la section départementale dont René Bibault resta secrétaire jusqu'à sa retraite en 1976, bénéficiant après 1968 d'une demi-décharge syndicale. Du même coup, la section départementale de la FEN resta elle aussi à majorité « cégétiste », « unitaire » puis « Unité et Action ».

En 1963, René Bibault obtint sa mutation à l'école d'application Damien Allard à Poitiers, avant de devenir l'année suivante directeur de l'école de la Plaine, dans le nouveau quartier Saint-Cyprien, où il termina sa carrière en 1976.

Pendant plus d'un quart de siècle, sans jamais cacher son adhésion au Parti communiste français, René Bibault consacra l'essentiel de son activité au syndicat (secrétaire de la section départementale pendant vingt-six ans) et à son métier d'instituteur (membre du groupe [Freinet](#)). Passionné de photographie, d'alpinisme, d'astronomie, il mit ses talents de bricoleur ingénieur au service du syndicat pour le doter au moindre coût de moyens, notamment un atelier offset qui fonctionna d'abord dans le sous-sol de sa propre maison, avant d'être implanté dans la Maison syndicale au 16, avenue du Parc d'Artillerie. Il fonda la Société d'éditions universitaires, coopérative qui publiait les bulletins syndicaux des syndicats de la FEN et de diverses associations. Il fut maître d'œuvre de la maison syndicale, bâtiment fonctionnel et spacieux, construit au début des années 1970, grâce à la participation de la CASDEN, et surtout grâce à la contribution financière des syndiqués.

La forte personnalité de René Bibault, son dévouement pour les syndiqués, son rayonnement auprès des parents d'élèves, son autorité acquise dans les instances paritaires départementales, en firent un militant respecté de tous dans son syndicat, au plan départemental comme au plan national. Écoulé des inspecteurs d'académie (élu à la commission administrative paritaire et au comité technique paritaire de 1947 à 1975), il animait le travail collectif d'une équipe de militants, notamment [Amédée Nony](#) et [Joseph Thimonier](#). Il fut en outre élu au conseil d'administration de la section départementale de la Mutuelle générale de l'Éducation nationale.

Dans le même temps, René Bibault, conseiller municipal du Vigean, siégea au comité de la Fédération communiste de la Vienne du début des années 1950 à 1965. À la fin des années 1950, il assurait, selon la

décision du secrétariat du PCF, la responsabilité de correspondant départemental de la revue communiste *L'École et la Nation*. Il encadra avec [Marcel Rigout](#) le stage central réservé aux instituteurs communistes en 1958. En décembre 1961, dans un rapport sur la fédération de la Vienne, [Jean Colpin](#) estimait que ce « cadre de valeur devrait être utilisé davantage pour le Parti d'autant qu'il est muté à Poitiers ».

René Bibault se sépara, au moment du « complot des pigeons » en 1952, de sa mitraillette de résistant, qu'il avait conservée. Il refusa dans une lettre ouverte au préfet de participer le 14 juillet 1953 à l'inauguration d'une exposition de l'armée à L'Isle-Jourdain, pour protester contre la guerre d'Indochine. Il fut au premier rang des luttes contre la Communauté européenne de défense, puis des manifestations contre l'envoi du contingent en Algérie. Il fit voter notamment par les assemblées générales du SNI des motions condamnant aussi bien la guerre d'Algérie, le Marché commun que l'arrivée du général de Gaulle en 1958. Dans les années 1970, il organisa plusieurs voyages d'enseignants en URSS et deux voyages en Chine.

En 1971, René Bibault fut candidat aux élections municipales de Poitiers sur la liste « Pour une gestion sociale et démocratique ». À partir de 1984, il s'opposa à la ligne de la direction du PCF, et s'engagea dans le courant « rénovateur » avec Tony Lainé qui siégeait au comité fédéral depuis 1962. Il s'abonna à la revue *Futurs* publiée par le groupe de communistes refondateurs. En 1989, il ne reprit pas sa carte du PCF tout en restant abonné à *l'Humanité* qu'il continuait à soutenir. Dans ce journal, le 5 novembre 2003, il signait avec deux anciens responsables de syndicats d'enseignants de la Vienne, un article : « L'école laïque en danger ? ».

La maison syndicale qu'il avait contribué à fonder près de son domicile (chemin du Sémaphore) portait son nom associé à celui de [Joseph Grivel](#).

SOURCES : Arch. Dép. Vienne, T 10/1814. — Arch. comité national PCF. — Bulletins du SNI et de la FEN de la Vienne. — CD-ROM La Résistance en Ardèche, AERI, 2004. — Témoignage de l'intéressé mis en forme par Louis-Charles Morillon en 2007, <http://www.vrid-memorial.com/> ; renseignements fournis par l'intéressé à l'auteur en 2006 et 2017. — Témoignages oraux de militants syndicalistes et politiques de la Vienne.

Alain Dalançon, Alain Léger